Conseil général du Val d'Oise - Séance du 24 mars 2006

Motion présentée par Gérard SEBAOUN au nom du groupe socialiste et apparentés

et par Bernard CALABUIG

Objet : Hôpitaux : état d'urgence

Si la politique de santé ne relève pas de notre compétence et si les hôpitaux ne sont pas concernés par le SDRIF, les élus que nous sommes, et au premier rang desquels les Maires Présidents de Conseil d'administration, ne peuvent pas ignorer la situation actuelle.
L'hôpital public, au-delà de la fonction de soins qu'il partage avec le secteur privé, a une dimension sociale essentielle qui fait partie intégrante de ses missions.

La Fédération Hospitalière de France représentant l'ensemble des hôpitaux publics, suivie par les conférences des directeurs et des Conseils d'administration, vient de tirer la sonnette d'alarme en exprimant sa très vive inquiétude face aux orientations budgétaires fixées par le Gouvernement pour 2006. Elle estime que « le sous financement des hôpitaux sera de l'ordre de 1,2 à 1,5 milliard d'euros ». L'Union Hospitalière d'Île de France a calculé que pour un hôpital moyen, le déficit de la gestion 2006 s'aggravera de 1 million à 1 million 200 000 euros, qui s'ajoute au déficit antérieur.
La persistance d'une maîtrise comptable aveugle va à l'encontre des engagements pris et ne donne pas les moyens indispensables à la modernisation, aux investissements et à la formation des personnels de nos hôpitaux afin de répondre aux besoins toujours grandissants de la population valdoisienne.

Le Conseil Régional s'est saisi le 16 mars 2006 du projet de Schéma Régional de l'Organisation Sanitaire pour l'Île de France qui planifie l'organisation des soins hospitaliers sur le territoire Francilien pour la période 2006-2010 et a émis un avis négatif argumenté.

- Nous demandons à notre assemblée de prendre acte des grandes difficultés budgétaires de nos hôpitaux.

- Nous lui demandons également de mandater son Président, en sa double qualité de Conseiller général et de parlementaire, afin qu'il interpelle le Ministre de la santé, et qu'il nous fasse un point de la situation réelle des hôpitaux de notre département lors d'une prochaine séance.